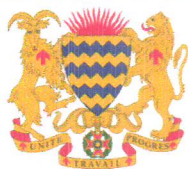


REPUBLIQUE DU TCHAD



UNITE-TRAVAIL-PROGRES

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE
L'ETAT AU TROISIEME TRIMESTRE 2016**

INTRODUCTION

Le 3^e trimestre de l'année 2016, est marqué par l'adoption et la promulgation de la première Loi de Finances rectificative, précisément le 15 juillet 2016.

Le contexte dans lequel cette Loi de Finances Rectificative a été élaborée reste identique à celui de la Loi de Finances Initiale. Il s'agit de la persistance de deux facteurs exogènes à savoir : la chute des cours du baril du brut et l'insécurité liée au terrorisme dans notre sous-région.

En ce qui concerne les recettes, compte tenu de la conjoncture économique défavorable sur les marchés pétroliers, les hypothèses retenues pour les ressources pétrolières sont les suivantes :

- Prix du Brent : 33 \$ US le baril au lieu de 42 \$ US dans la Loi de Finances Initiale (LFI) ;
- Décote de qualité : 10 \$ US le baril au lieu de 8 \$ US dans la LFI ;
- Coût de transport : 6,1 dollars US le baril ;
- Taux de change : 608 FCFA le \$ US contre 600 FCFA dans la LFI ;
- Production à exporter : 119. 000 barils/jour contre 140.000 barils/ jour dans la LFI.

Les recettes pétrolières passent ainsi à 115,578 milliards FCFA contre 265,996 milliards soit une diminution de l'ordre de 150,418 milliards FCFA.

En matière de dépenses, on note une augmentation de la masse salariale de 15 milliards de FCFA pour la prise en charge des nouveaux recrutements conformément au programme politique du gouvernement et une diminution de 142,866 milliards de FCFA de dépenses d'investissements.

Ainsi, la Loi des Finances rectificative établit les prévisions de recettes à 1.123,184 milliards de FCFA contre 1.296,203 milliards de FCFA et les dépenses à 1.327,336 milliards de FCFA contre 1.455,203 milliards de FCFA. Il se dégage un déficit prévisionnel de 204,219 milliards de FCFA.

Le présent rapport présente l'exécution du budget général de l'Etat au 30 septembre 2016. Il décrit la réalisation des ressources et l'exécution des dépenses pendant la période sous revue.

I. SITUATION DE L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2016

1. REALISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Prévues globalement pour un montant de 1,123,184 milliards de FCFA dans la Loi n°009/PR/2016 portant rectificatif à la Loi n°001/PR/2016 du 01 janvier 2016 portant Budget Général de l'Etat, les recettes totales ont été portées à 389,299 milliards de FCFA au 30 septembre 2016, soit un taux de réalisation de 35%.

1.1. RECETTES HORS PETROLE

Sur une prévision annuelle de 470,170 milliards de FCFA, les réalisations de ressources hors pétrole au 30 septembre se sont chiffrées à 279,656 milliards, soit un taux de recouvrement de 59%.

a) Recettes Fiscales

Au cours du 3^e trimestre 2016, les recettes fiscales s'élèvent à 241,197 milliards de FCFA sur les 435,170 milliards de prévisions budgétaires, correspondant à un taux de recouvrement de 55 %. Par rapport à l'objectif mensuel de 31,967 milliards, les réalisations au 30 septembre s'élèvent à 20,302 milliards FCFA, elles enregistrent une contreperformance qui se chiffre à 11,665 milliards de FCFA.

Au niveau des régies financières, la Direction Générale des Impôts (DGI) a réalisé 59% de ses prévisions budgétaires, soit un montant de 172,149 milliards de FCFA. La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) quant à elle, n'a réalisé que 49% de ses prévisions annuelles, soit 69,048 milliards de FCFA.

b) Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint 17,144 milliards de FCFA à fin septembre 2016 sur les 35 milliards de FCFA prévus, soit une réalisation de plus de 49%. Par rapport aux 2,083 milliards de prévisions mensuelles, les réalisations sont de 4,197 milliards de FCFA, elles dégagent un surplus de 2,114 milliards de FCFA.

1.2. RECETTES PETROLIERES

Au cours du 3^e trimestre 2016, les recettes pétrolières sont mobilisées à hauteur de 18,202 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 115,578 millions de FCFA, soit un taux de recouvrement de 16%.

Tableau 1 : Réalisation des recettes au 30 septembre 2016 (en millions)

	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Recettes hors pétrole	470 170	279 656	59%
Recettes exceptionnelles	30 000	21 315	71%
Recettes pétrolières	115 578	18 202	16%
TOTAL	615 748	198 245	26%

Source : DGT/MFB

2. EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT

L'analyse de la situation de l'exécution des dépenses budgétaires au 3^e trimestre 2016, porte sur le Service de la Dette, les Dotations des Pouvoirs Publics, les Interventions de l'Etat et les Equipements-Investissements.

Sur les 1. 327,336 milliards de FCFA de prévisions établies dans la Loi de Finances Rectificative (1), les dépenses de l'Etat, sont exécutées à 682,204 milliards de FCFA à fin septembre 2016, soit un taux d'exécution de 51,39%.

TITRE I : SERVICE DE LA DETTE

Prévu pour un montant de 201,688 milliards de FCFA, le service de la dette publique du Budget de l'Etat pour la gestion 2016 a connu une réalisation de l'ordre de 132,567 milliards de FCFA au cours du 3^e trimestre, soit 66%.

TITRE II : DOTATION DES POUVOIRS PUBLICS

Au cours du 3^{ème} trimestre 2016, le montant total des dépenses ordonnancées à ce titre se chiffre à 382,432 milliards de Francs CFA sur une dotation annuelle de 461, 134 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 83%. Par composante, la situation des dépenses des Pouvoirs Publics se présente comme suit

➤ Personnel

Au 30 septembre 2016, ces dépenses sont exécutées à hauteur de 280,470 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 391,316 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 72%.

➤ Biens et Services

Au titre du 3^e trimestre 2016, les dépenses de biens et services s'élèvent à 101,872 milliards de FCFA sur une dotation annuelle de 69,818 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 146%.

TITRE III : TRANSFERTS ET SUBVENTIONS

Pour une prévision de 204,020 milliards de FCFA, les dépenses de transferts et subventions ont atteint durant les neuf (09) premiers mois de l'année 2016, un montant de 47,144 milliards de FCFA, représentant ainsi un taux d'exécution de 23%.

TITRE V : INVESTISSEMENTS-EQUIPEMENTS

A la date du 30 septembre 2016, les dépenses d'investissements sur ressources intérieures sont exécutées à concurrence de 5,999 millions de FCFA pour une prévision annuelle de 263,057 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 2%. Ce faible taux s'explique par l'autorisation tardive des engagements dans le CID d'un montant de 1,292 milliard de FCFA (539 millions de FCFA fiscalisation des marchés, 235 millions de FCFA contreparties et 518 millions de FCFA investissements directs).

Quant aux investissements sur financements extérieurs, les décaissements se chiffrent à 114,153 milliards FCFA pour une prévision de 197,437 milliards FCFA soit 58%. Ils se répartissent comme suit : 69,136 milliards de FCFA pour les dons/projets et 45,016 milliards de FCFA pour les prêts/projets.

Tableau 1 : Exécution des dépenses au 30 septembre 2016 (en millions)

NATURE	Dotation	Exécution	Taux d'exécution
TITRE I SERVICE DETTE PUBLIQUE	39,041	4 942	13%
TITRE II DOTATION AUX POUV PUBLICS	461,134	382,342	83%
PERSONNEL	391,316	280,470	72%
BIENS & SERVICES	69,818	101,872	146%
TITRE III INTERVENTION DE L'ETAT	204,020	47,144	23%
TITRE IV DOT. AUX. AMORTISSEMENTS	162,647	127,624	78%
TITRE V EQUIPEMENT-INVESTISSEMENT	460,494	120,152	26%
INVEST.SUR RESS.INTER	263 057	5,999	2%
INVEST.SUR FIN. EXT	197 437	114,153	58%
TOTAL	1, 327,336	682,204	51%

Source : CID/DGB/MFB

II. CONCLUSION

L'exécution du Budget de l'Etat durant les neuf premiers mois de l'année 2016 reste faible surtout en ce qui concerne les recettes. La contre-performance observée au niveau de la Direction Générale des douanes est liée aux perturbations du commerce avec l'extérieur, en raison du contexte sécuritaire et d'un ralentissement du trafic avec le Nigeria. Les recettes pétrolières (nettes du remboursement des avances et des appels des fonds) ont représenté seulement 0,3% du PIB non pétrolier au troisième trimestre, alors que les recettes non pétrolières ont aussi marqué le pas en raison d'un important ralentissement de l'activité économique.

Fait à N'Djaména le, 01 AOUT 2017

Le Ministre des Finances et du Budget



Christian Georges DIGUIMBAYE